

À l'OTAN, quoi de nouveau?

Autor(en): **Montfort, Michel-H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **115 (1970)**

Heft 3

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343536>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 - Paraît tous les mois

Rédacteur en chef: Colonel-divisionnaire M. Montfort

Administrateur: Major E. Juvet

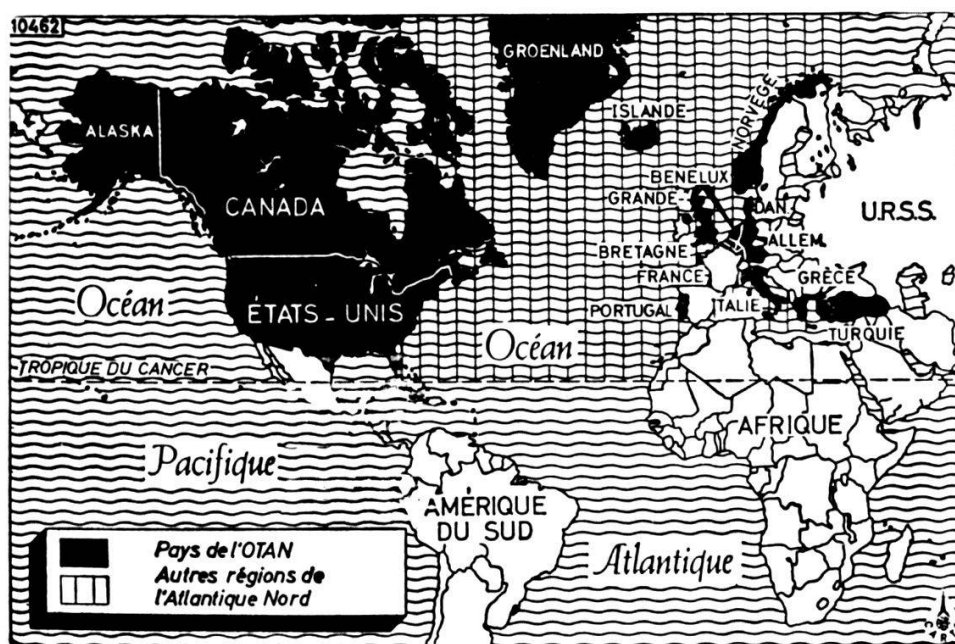
Administration et édition:

Association de la Revue militaire suisse, 4, Place Pépinet, 1003 Lausanne, Tél. (021) 22 44 44. Chèques post. 10-5209 - **Impression et expédition:** Imprimeries Réunies S.A. 33, Avenue de la Gare, Lausanne - **Annonces:** Permedia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique. 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 8.

TARIF DES ABONNEMENTS: Suisse 1 an: Fr. 18.— Prix du numéro
Etranger 1 an: Fr. 22.— Fr. 2.—

Les abonnements partent du 1^{er} janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

A L'OTAN, quoi de nouveau ?



Le nouveau commandant suprême allié en Europe, le général Goodpaster, a prononcé un discours à la session plénière de l'Assemblée générale de l'Alliance, qui a siégé du 18 au 21 octobre dernier à Bruxelles. « *Appréciation de la situation* » pourrait-on dire, dont quelques extraits choisis permettront à nos lecteurs de connaître le sentiment du *responsable actuel* de la défense de l'Europe occidentale.

Après avoir affirmé que le Pacte soviétique — c'est le terme qu'il emploie — « a montré qu'il ne voulait pas payer le prix de la guerre », le général Goodpaster a qualifié d'abord de présomptueux ce qu'un professeur soviétique, qu'il n'a pas nommé, avait récemment écrit, soit que : « pendant ces vingt dernières années il ne s'est pas trouvé un seul jour où les armées de l'OTAN auraient pu se prétendre en mesure de défendre avec succès le territoire européen, en cas de guerre avec l'Union soviétique. La guerre n'a donc pas été évitée — concluait le professeur en question — du fait des activités de l'OTAN, mais bien plutôt parce que personne n'a tenté de s'emparer des territoires en cause ».

« Aucun signe — a poursuivi le nouveau SACEUR — ne permet de croire que la menace vis-à-vis de l'Occident s'est évanouie et il faut payer le prix de la paix (...). Nous avons su payer ce prix pendant vingt ans (...), nous en acceptons ce prix aujourd'hui (...) parce que la menace n'a rien perdu de sa réalité : rappelons-nous les épisodes historiques de Poznan, de Hongrie et de Tchécoslovaquie (...). Accepterons-nous, demain encore, de payer le prix de la paix ?¹

« C'est aux Parlements et aux Congrès, aux peuples et aux pays de répondre (...).

« Il faut le dire sans ambages : si l'Alliance veut éviter de payer le prix de la guerre, alors il faut payer le prix, bien plus modeste, de la paix. Pour chaque pays membre, l'OTAN représente un énorme « bénéfice net » (...). Or pour préserver ce « bénéfice net », il s'agit, non pas de faire moins, mais de faire davantage ».

Et voici, semble-t-il, la partie essentielle de cet exposé, celle qui, du point de vue militaire, nous intéressera le plus et nous encouragera à continuer notre effort, nous Suisses qui sommes « géographiquement » encadrés par l'OTAN.

« Les niveaux des effectifs, tant des unités d'active que des unités de réserve, doivent être relevés. Les niveaux des stocks doivent être ajustés aux normes adéquates. La disponibilité des forces existantes doit être améliorée. La durée du service militaire et les périodes d'instruction de rappel doivent être prolongées. Il convient d'améliorer les

¹ Réponse non douteuse chez nous, si l'opinion publique était vraiment représentée par les parleurs de la radio et de la télévision et par « les journaux ». Mft

possibilités d'accueil et de renforts. Voilà des mesures concrètes, intéressantes, valides.

« Il n'entre pas dans mes intentions — a déclaré le général Goodpaster — de vous présenter ici la liste de mes demandes : les améliorations qualitatives et quantitatives à apporter au Commandement allié en Europe ont été présentées par les voies appropriées aux hautes autorités militaires et politiques de l'Alliance. Mais je veux vous recommander, et à travers vous aux pays que vous représentez, de prendre toutes les mesures voulues pour garantir que les possibilités militaires de l'Alliance soient maintenues au niveau nécessaire pour nous permettre de mener à bien les missions défensives qui nous ont été confiées. Il est peut-être évident, mais il est toujours opportun, de rappeler que les commandements militaires que nous assumons ne peuvent fournir à l'Alliance que la défense pour laquelle vos mandants sont disposés à payer ». Que voilà une vérité « valable » (pour employer un mot en vogue), *en Suisse comme à l'OTAN !*

* * *

Le « Groupe de planification nucléaire de l'OTAN », qui est actuellement composé des ministres de la défense de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la Turquie, s'est réuni, vers la mi-novembre dernier, à Airlie House, Warrington (Virginie), pour examiner la planification nucléaire de l'Alliance, en fonction de l'ampleur d'une attaque ennemie. Les ministres sont tombés d'accord pour donner une priorité accrue aux moyens nucléaires (dits) tactiques qui seraient utilisés — nous dit-on — sans la moindre hésitation, après consultations multilatérales ; avec modération, mais avec détermination, ajoute-t-on. C'est toujours la « riposte flexible », dont on connaît les défauts qui ne sont pas minimes pour l'Europe occidentale — à laquelle nous appartenons géographiquement — d'autant plus que les conversations multilatérales, dont on nous parle, prendront du temps pendant lequel l'adversaire ne restera pas inactif, on le conçoit.

Ce Conseil a fort insisté, d'autre part, sur le fait que le dispositif actuel de défense de l'OTAN devrait être maintenu pendant toute la période des négociations Est-Ouest sur la limitation des armements nucléaires (dits) stratégiques qui, comme on le sait, ont débuté à

Helsinki et vont se poursuivre le mois prochain à Vienne. Tout cela ressemble assez peu à la détente sur laquelle il paraît prématuré de miser comme le font nos « moyens publics d'information » qui ne cessent de saisir chaque occasion pour décourager — c'est le moins qu'on puisse dire — la préparation de notre défense nationale militaire et civile. Alors que notre pays, répétons-le, car on le dira jamais assez, se trouve « géographiquement » *encadré* par un des partenaires d'un conflit armé éventuel.

Evoquant récemment la possibilité d'une « pacification » de l'Europe, grâce à des contacts avec l'Est, M. Manlio Brosio, secrétaire général de l'OTAN, a affirmé que, si l'on avait le désir de travailler, on n'avait pas le droit d'y croire dès à présent, tant qu'en Europe resteront stationnées les énormes forces militaires « conventionnelles » et nucléaires de l'Est¹. C'est du pur bon sens.

* * *

Le gouvernement des Etats-Unis a réaffirmé, le 1^{er} décembre dernier, qu'il n'a nullement l'intention de réduire les effectifs des forces américaines mis à la disposition de l'OTAN, au cours des deux prochaines années fiscales.

Cette mise au point a été faite par le porte-parole du département d'Etat, M. Carl Bartch, à la suite de la présentation au Sénat par le sénateur Mike Mansfield, leader de la majorité démocrate, d'une résolution prévoyant la réduction des effectifs américains en Europe.

Quant on sait que « Saceur » dispose déjà de forces insuffisantes, cette « promesse » ne peut être que réjouissante, du point de vue dissuasion, d'abord, et, pour nous, encore, du point de vue encadrement.

Colonel-divisionnaire MONTFORT

P.-S. — Ces lignes étaient écrites quand, au début de l'année, les nouvelles de presse ont donné des renseignements assez pessimistes sur les conversations préliminaires d'Helsinki, dont nous venons de parler.

Si les véritables négociations, celles de Vienne — qui sont censées s'ouvrir le mois prochain — devaient échouer, il apparaît probable que la course aux armements, qui s'est nettement accentuée depuis 1966, subirait une nouvelle accélération. Mft

¹ A 340 km (à vol d'oiseau) de notre frontière est ! Ce rappel pour la mémoire, un peu court, des dénigreur*s de tous bords* du Livre « Défense civile » et de notre défense nationale par ricochet ou... directement. Mft